



**HAL**  
open science

## Jacques Delors ou de la pédagogie en politique

Pascale Goetschel, Bénédicte Toucheboeuf

► **To cite this version:**

Pascale Goetschel, Bénédicte Toucheboeuf. Jacques Delors ou de la pédagogie en politique. GÉNÉRATIONS DU XXIÈME SIÈCLE. LA FRANCE ET LES FRANÇAIS AU MIROIR DU MONDE. MÉLANGES EN L'HONNEUR DE JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI, 2020. hal-03755849

**HAL Id: hal-03755849**

**<https://hal.science/hal-03755849>**

Submitted on 14 Sep 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Jacques Delors ou de la pédagogie en politique

Pascale GOETSCHER ET Bénédicte TOUCHEBOEUF<sup>1</sup>

« La télévision et la radio sont aujourd'hui des moyens importants pour expliquer, pour communiquer avec les citoyens. Chacun son style, moi j'ai choisi comme approche de dire ce que je pense, sans précaution tactique, sans préparation spéciale<sup>2</sup>. »

Questionner les qualités de pédagogie et d'urbanité de Jacques Delors déployées dans le cadre d'une émission de télévision pour aborder des thématiques plus larges, celles de la communication politique, de l'histoire de la deuxième gauche, des premières années du mitterrandisme au pouvoir, telle est l'ambition de cette contribution<sup>3</sup>. Étudier *L'Heure de vérité* du 18 juin 1984, relève de cette logique.

Ministre de l'Économie et des Finances du troisième gouvernement Mauroy, Jacques Delors est alors âgé de 59 ans<sup>4</sup>. Dès sa prise de fonction, il manifeste une vive inquiétude vis-à-vis de la politique économique menée. C'est aussi lui qui est à la manœuvre dans l'institution du plan de rigueur annoncé le 25 mars 1983. Réduction des dépenses dans le secteur public, suppression d'emplois dans la sidérurgie, les mines et l'industrie navale : telles sont quelques-unes des mesures que Delors estime nécessaire. Or, en 1984, l'heure électorale est difficile : après de mauvais résultats pour la majorité électorale issue des urnes en 1981 aux élections municipales de mars 1983, les élections européennes du 17 juin 1984 demeurent peu favorables à la gauche : elles manifestent un recul contenu du Parti socialiste (-2,75 % par rapport à 1979) et une chute, plus spectaculaire, du Parti communiste (-9,3 %). Jacques Delors est invité sur Antenne 2 pour commenter ces résultats. Il choisit d'utiliser la tribune médiatique de *L'Heure de vérité* pour réaffirmer la nécessité de la politique adoptée, la justifier et tenter une nouvelle explication du choix de la « rigueur ». Le ministre saisit l'occasion d'affirmer ses convictions sur l'exercice du pouvoir en démocratie et l'exercice de la fonction présidentielle. — Dès lors, en quoi consiste l'exercice de « pédagogie politique » télévisuel ? Censé réduire l'écart entre les décisions et les aspirations de la société civile, ses concepteurs, comme les acteurs politiques qui s'y plient, le conçoivent comme pleinement démocratique. À ce titre, ce moment « de vérité » peut paraître exemplaire. Mais de quoi ? De talent pédagogique ? De communication ? De conduite politique ? La question est d'autant plus cruciale que la communication politique, comprise comme un ensemble de techniques structurées autour du marketing, s'institutionnalise au début de ces années 1980 et se dote d'une cohorte de spécialistes, des sondeurs aux conseillers en communication des hommes politiques.

---

<sup>1</sup> Respectivement, professeure à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, rattachée au Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (UMR 8058, Paris 1/CNRS) ; post-doctorante au Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (UMR 8582, CNRS/EPHE).

<sup>2</sup> Jacques Delors, *L'Unité d'un homme, Conversations avec Dominique Wolton*, Paris, Odile Jacob, 1994, p. 173.

<sup>3</sup> Telle sera notre manière de rendre hommage à Jean-François Sirinelli, en écho à ses qualités pédagogiques et humaines ainsi qu'à l'histoire qu'il a promue, une histoire de l'action publique, de l'opinion et de la médiation, une histoire mêlant considérations politiques et culturelles.

<sup>4</sup> Devenu ministre de l'économie et des finances le 21 mai 1981, il est reconduit le 23 juin 1981 dans le second gouvernement Mauroy et a été renouvelé l'année précédente, le 22 mars 1983, dans le 3<sup>ème</sup> gouvernement Mauroy, avec le portefeuille supplémentaire du budget, institué après les élections municipales qui ont marqué un fort recul des socialistes et des communistes.

L'hypothèse déployée ici consiste à penser que ces nouvelles dispositions médiatiques contribuent non seulement à publiciser un message politique (celui de la « deuxième gauche » précisément) mais produisent aussi de nouvelles formes de discours politiques. À rebours, les hommes politiques qui se soumettent à l'exercice médiatique alimentent de nouvelles expertises. En ce sens, le milieu des années 1980 s'avère décisif.

## La télévision, lieu de communication politique

Jacques Delors ne dédaigne pas les médias et, parmi eux, la télévision. Lorsque la seconde chaîne de télévision publique lance, en mai 1982, sa nouvelle émission politique en « prime time », d'abord un jeudi puis le lundi à 20 h 30, le ministre en charge de l'Économie et des Finances inaugure la formule. Il ne dispose alors que d'un mandat européen acquis en 1979 (il ne devient maire de Clichy dans les Hauts-de-Seine qu'en 1983). Aussi a-t-il besoin d'une notoriété nationale. Des émissions de télévision telles que *l'Heure de vérité* en 1982 peuvent la lui offrir<sup>55</sup>. Rien d'étonnant, dans ces conditions, à le retrouver deux ans plus tard, en juin 1984, comme invité d'une émission qui, très vite, fait figure d'institution.

### Un dispositif télévisuel

Le dispositif illustre la mise en scène du politique. L'émission diffusée en direct et en public est réalisée par le lyonnais Jean-Luc Léridon. Ce réalisateur de plusieurs grandes émissions politiques et culturelles depuis 1967 (*Les Dossiers de l'écran*, *Apostrophes...* et *L'Heure de vérité*) vient du théâtre. Acteur et metteur en scène chez Roger Planchon et Antoine Vitez, proche de Pierre Boulez, il a rejoint la télévision avec Pierre Schaeffer. Le décor est signé Michel Millecamps, un ancien de l'ORTF habitué des Buttes-Chaumont. En compagnie du directeur de la photographie, René Vauthier, il contribue à donner son style à l'émission. Quatre caméras filment l'ensemble, avec de fréquents changements de plans, une alternance de plans et contre-plans ainsi que de nombreux plans de coupes destinés à donner un rythme à l'émission.

Le politique est mis en scène selon une double caractéristique, sobriété et modernité. Au début de l'émission, la graphie du titre s'inscrit dans deux bandeaux en fond bleu, situés sur les parties supérieure et inférieure de l'écran, encadrant un placard visuel dans figure ce même titre, et sur lequel la caméra se focalise avant de s'éloigner. Le tout dans une graphie qui rappelle plus celle de la machine à écrire que l'écriture du maître d'école.

Fig. 1 *L'Heure de vérité*, générique de début

Le générique musical, correspondant à la partie instrumentale de *Live and Let Die* de Paul Mc Cartney et des Wings, qui n'est autre que la bande originale d'un film de la série des James Bond, *Vivre et laisser mourir* (1973), situe l'émission dans le registre du spectacle visuel à suspense. Accompagné par l'animateur et le producteur de l'émission, François-Henri de Virieu, aux mains encombrées de fiches – signe de préparation –, l'invité arrive sur le plateau, en fanfare. Esprit de sérieux, relative décontraction, démonstration : telle est l'impression initiale.

---

<sup>55</sup>On pourrait faire un parallèle avec Michel Rocard à propos duquel Pierre-Emmanuel Guigo a démontré combien sa marginalité politique le contraignait au recours à la communication politique. Cf. Pierre-Emmanuel Guigo, « Michel Rocard ou la communication marginale », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 21, septembre-décembre 2013, p. 140-154.

Fig. 2 et 3. L'Heure de vérité. Arrivée de Jacques Delors sur le plateau en compagnie de François-Henri de Virieu

L'ensemble est dépouillé. De fait, *L'Heure de vérité* n'offre pas un décor saturé de signes, qui conduirait à distraire l'attention. Au rang des éléments modernes figurent des fauteuils au design contemporain, des écrans en nombre à l'arrière-plan, de petites tables translucides.

Fig. 4 *L'Heure de vérité*, le plateau

L'analyse de François-Henri de Virieu, reprise dans *Télérama*, insiste sur l'aspect futuriste et inconfortable d'un tel dispositif :

« Encerclé par trente-cinq récepteurs de télévision encastrés dans des panneaux blancs, fixé par l'œil glacial de quatre caméras quasiment immobiles, assis dans un fauteuil d'une raideur étudiée – impossible de s'y croiser les jambes –, sans écran de contrôle face à lui, avec une table basse pour unique rempart, l'homme politique n'a droit qu'au réconfort de la présence d'une quinzaine de ses familiers<sup>6</sup>. »

À de nombreuses reprises, les caméras, en plans de coupe, fournissent de rapides aperçus sur l'auditoire composé d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes. Parmi eux, Bertrand Delanoë, Dominique Strauss-Kahn, le chanteur Yves Simon.

Fig. 5 *L'Heure de vérité*. L'auditoire. Au premier rang, à gauche, Bertrand Delanoë

Erik Neveu suggère que l'apparent état de siège dans lequel se situe l'invité, revendiqué par de Virieu lui-même, fait prendre beaucoup moins de risques que ne le laisse supposer la dramatisation : des choix sont opérés par les journalistes parmi les questions posées au standard, sans droit de suite ; les spectateurs n'assistent pas à une réelle mise à mort, du fait des effets de connivence entre journalistes et politiques comme de la prévisibilité des questions<sup>7</sup>. Sur le plan symbolique, l'émission met en place un dispositif scénique à l'antique, avec hémicycle et gradins<sup>8</sup>. Outre l'invité, apparaissant comme l'acteur principal, et les journalistes, quelques personnes, généralement connues des téléspectateurs et choisies par l'invité politique, forment le « chœur » ou la « claque ».

## Un moment politique

Ce moment d'explication politique à l'issue de l'échec électoral de la gauche aux élections européennes répond à un scénario bien huilé. François-Henri de Virieu situe immédiatement l'enjeu. Il catégorise doublement l'émission, à la fois comme événement et comme rendez-vous :

« Bonsoir. Vous allez être, monsieur Delors, le premier membre du gouvernement, à rompre le silence observé depuis l'annonce du résultat des élections européennes. C'est dire que les Français ce soir attendent beaucoup de votre venue à *L'Heure de vérité*. Je devrais dire de votre retour à *L'Heure de vérité* puisque, je le rappelle, vous aviez accepté, il

---

<sup>6</sup>*Télérama*, 10 février 1983, cité par Erik Neveu, « “L'heure de vérité” ou le triangle de la représentation », *Mots*, n°20, La politique à la télévision, sous la direction de Simone Bonnafous et Eliséo Véron, septembre 1989, p. 57-73, p. 58.

<sup>7</sup>Erik Neveu, art. cit., indique que le dispositif se modernise à partir de 1985, en intégrant la « télématique », via le recours aux minitels d'abord de 250 puis de 500 téléspectateurs censés représenter la France.

<sup>8</sup>Patrick Champagne, « “L'Heure de vérité” [Une émission politique très représentative] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Penser la politique-1, vol. 71-72, mars 1988, p. 98-101.

y a très exactement deux ans, d'être le premier invité de notre émission. Je rappelle que, ce soir-là – c'était le 20 mai 1982 – c'est la première fois que le mot de rigueur avait été prononcé par un ministre socialiste. C'est ici, dans ce studio, que s'est esquissé le changement de cap économique du gouvernement. A l'époque, il y avait deux millions de chômeurs. Aujourd'hui, il y en a deux millions trois cent mille<sup>9</sup>. »

Jacques Delors, au nom de sa popularité supposée – « je sais que vous-même vous êtes populaire » – est sommé de répondre à la question du détournement de l'orientation politique initiale. Cette sollicitation, qui intervient juste au lendemain d'une défaite électorale, inscrit *L'Heure de vérité* dans la chaîne des événements politiques incontournables. En dehors des campagnes électorales et des interventions présidentielles minutieusement préparées, la vie politique passe désormais par la télévision, et Antenne 2, chaîne de service public, entend y contribuer<sup>10</sup>.

François-Henri de Virieu, après avoir situé l'enjeu, dramatise d'emblée :

« Et maintenant que va-t-il se passer ? Un tel renversement d'opinion peut-il rester sans conséquences politiques ? Que peut faire, que va faire le Président de la République<sup>11</sup> ? »

Cependant, l'émission ne se contente pas de miser sur le suspense politique. Ses promoteurs entendent aussi la placer sur un plan réflexif. La fin de la séquence introductive l'illustre. Elle cherche à « donner de la hauteur à notre débat » par rapport à la stratégie électorale et à se poser les questions de « l'avenir de la France dans un monde en crise » comme du devenir de l'Europe. Pour ce faire, la séquence de 90 minutes se découpe en interviews d'un quart d'heure chacun, réalisées par trois journalistes successifs, Alain Duhamel d'Europe 1, Michel Tardieu du *Nouvel économiste*, Albert Du Roy, directeur de la rédaction d'Antenne 2, tandis que Jean Louis Lescène, en duplex depuis SVP, fait part à intervalles réguliers de questions posées par téléspectateurs.

Sérieuse, l'émission politique s'inscrit donc dans un double registre, celui de l'actualité et de l'analyse. Ajoutons-y une troisième caractéristique, plus légère : la recherche de proximité dans la forme même du dialogue. En forme de clin d'œil, François-Henri de Virieu signale que Jacques Delors, grippé, a accepté de venir : un moyen qui permet à ce dernier de glisser, d'emblée, qu'il n'a « pas voulu se dérober ». Avant de passer la parole aux autres journalistes sur le mode de la conversation à bâtons rompus, de Virieu fait un détour filmé par SVP, usant du direct qui renvoie à ce même effet de proximité.

Fig. 6 *L'Heure de vérité*. Questions SVP. Jean-Louis Lescène et ses assistant (e)s.

Si ce dispositif d'appel au public n'a rien d'exceptionnel tant il reprend des manières de faire à l'œuvre dans de grandes émissions de société, tels *Les Dossiers de l'écran*, sa mobilisation face à un homme politique de premier plan contribue à dramatiser l'enjeu et à en

---

<sup>9</sup>François-Henri de Virieu, *L'Heure de vérité*, Antenne 2, 18 juin 1984, 20h 30. Pour des raisons de clarté, les *time codes* des extraits de l'émission cités au cours de l'article ne seront pas indiqués. L'émission, conservée dans le cadre du dépôt légal de l'audiovisuel dont a la charge l'Institut national de l'Audiovisuel, peut être visionnée à l'INAtèque, au sein de la Bibliothèque François Mitterrand. La transcription de l'émission est présente dans le fonds numérisé Jacques Delors (European University Institute-Historical Archives of European Union 1994-2016), disponible aux Archives de Sciences Po (JD-5/06-1984, 3-31, 45-69, 115-144, 228-238).

<sup>10</sup>Cf. Christian Delporte, *Les Grands débats télévisés : ces émissions qui ont fait l'opinion*, Paris, Flammarion, INA, 2012.

<sup>11</sup>François-Henri de Virieu, *L'Heure de vérité*, réf. cit.

faire un exercice pleinement démocratique, au sens d'un appel à l'appréciation citoyenne. L'appel à l'« opinion publique » est bel et bien l'un des principaux enjeux de l'émission. Pas seulement pour l'inscrire dans le cercle des grandes émissions télévisuelles mais aussi pour permettre de perpétuer le lien entre l'édile politique et les électeurs. C'est ainsi que peut se comprendre le premier échange. À la question en duplex du journaliste Jean-Louis Lescène « combien de temps ce gouvernement peut-il imposer sa rigueur contre la volonté des deux-tiers du corps électoral français ? », la réponse, directe, imagée, interrogative de Jacques Delors donne le ton :

« Eh bien, il faut savoir, monsieur Lescène, si les Français – dont 43% se sont abstenus d'ailleurs – ont voté contre la tempête ou contre le capitaine du bateau. »

D'une part, l'émission se conçoit comme un entre-soi partagé, où la discussion est orchestrée par un maître de maison ; de l'autre, l'intrusion du public, peut être lue comme une volonté d'inclure les téléspectateurs citoyens dans le débat politique.

De grands thèmes sont balayés. Le premier temps correspond à l'analyse fine des résultats politiques réalisée dans le cadre du dialogue avec Alain Duhamel, arrivé des gradins sans notes. L'accroche est brutale : « Est-ce que vous êtes déçu ? ». Les réponses portent sur l'affaiblissement ou le « recul » des communistes, « plus fort que ce qu'il avait « prédit », la montée du Front National, qualifié de « populisme de droite », le « mouvement de mécontentement et le mouvement d'humeur »<sup>12</sup>. Jacques Delors affirme que le chef de l'État tiendra compte de ces résultats « marquant une évolution des contestations », réitère l'idée que le choix gouvernemental est pertinent, martèle que, « en démocratie, il faut convaincre », et, poussé dans ses retranchements par un journaliste qui se qualifie lui-même d'« obstiné », renvoie un éventuel changement d'équipe à François Mitterrand. Le style du Parti socialiste est disséqué : « ni des godillots », « ni des bulldozers », commente-t-il, se faisant observateur d'un parti divisé mais riche de sa diversité, comparé à d'autres. Puis Jacques Delors revient sur la question de la résolution du chômage, qui justifie une intervention de l'État. S'il ne peut pas assurer une inversion de la courbe du chômage, le ministre égrène les principales mesures destinées à le résorber : assainissement à court terme, rétablissement des grands équilibres de notre économie, lutte contre l'inflation, redressement des échanges extérieurs, adaptation de l'appareil de production. L'émission évoque ensuite les principales avancées depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir (taux de croissance à 4% contre 1% pour les pays voisins de l'Europe, augmentation du pouvoir d'achat du salaire minimum de 16%, augmentation des allocations familiales et vieillesse, réformes de structures, décentralisation, nouveaux droits des travailleurs et nationalisations).

Aux questions posées par Michel Tardieu sur les inquiétudes des Français, à la fois individuelles, nationales et internationales, il répond par la crainte d'une possible crise boursière, liée à l'endettement des pays du Tiers-monde, véritable « épée de Damoclès » et au système philosophique inégalitaire entre pays riches et pays pauvres<sup>13</sup>. Le poids de « l'économie dominante » américaine, dotée d'un dollar fort, est mis en regard avec les difficultés à s'unir de l'Europe (« la maison n'est pas très attrayante ; quand on s'approche de la maison européenne, on n'entend que des scènes de ménage ») et la « hantise du déclin » qu'il a pour l'Europe. Au fond, Jacques Delors renvoie les États-Unis à leur leadership du monde libre

---

<sup>12</sup>Jacques Delors fait allusion aux mouvements d'agacement perçus au Centre des Jeunes dirigeants, « amis de 25 ans », *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>13</sup>Ces mêmes pays auxquels il faudrait « donner quelques signes ». Et de citer la baisse des taux d'intérêts dominants américains, aide publique, émission de plus de monnaies de compte, i. e. « droits de tirage spéciaux », « mais les téléspectateurs sont loin » fait-il remarquer, *L'Heure de vérité*, réf. cit.

et implore l'Europe de s'unir (« l'Europe de la nécessité ») et de « faire taire ses querelles de famille ». Le ministre hausse le ton sur le « social » et les solutions à trouver au sein des entreprises, qu'il s'agisse des négociations sur le temps de travail, les sureffectifs ou les marchés étrangers.

Enfin, en réponse à Albert Du Roy, Jacques Delors réclame un effort aux fonctionnaires, et particulièrement des professeurs, dans leur travail et leur mode de vie, attachés à leurs « avantages acquis ». Dans la continuité des questions sur les institutions, il offre un éclaircissement sur le rôle du Président de la République (« Il faut que le chef de l'État soit épargné par les soucis quotidiens », « qu'il ne soit pas en première ligne ») avant de dessiner un double objectif au changement : « rester dans le peloton de tête des nations industrielles » et essayer de proposer un « modèle de développement plus juste, plus efficace. » Suit un long développement sur la loi Savary sur l'école, débuté par un hommage rendu au ministre de l'Education et scandé par plusieurs questions destinées à montrer l'efficacité de la loi.

Pour terminer, le ministre récuse une collaboration entre les deux bords de l'échiquier politique et porte un regard sévère sur les banques, bien qu'elles soient jugées plus dynamiques depuis leur nationalisation, accusées de ne pas en faire suffisamment pour les entreprises. Jacques Delors achève son propos sur la visite de François Mitterrand à Moscou (« le Président de la République a pris des positions sans ambiguïté entre l'est et l'ouest, ceci dit la fermeté n'exclut pas le dialogue »).

Chômage, analyse de l'état politique du pays, rôle de la France dans le monde constituent le cœur du propos du ministre. Le traitement de ces grands thèmes institue Jacques Delors comme un acteur national majeur et conforte l'importance prise par l'émission dans ce moment politique.

## Un langage et des techniques de communication

À la fois souriant et décontracté, Jacques Delors se présente souvent les mains serrées et n'effectue que de rares gestes ostentatoires. L'homme se veut posé, clair, calme, pédagogique, à l'image de ce que doit être le régime (« un régime qui n'est pas clair, c'est un régime qui court à sa perte », « il faut de la clarté... il faut de la durée »). Il n'en élève pas moins parfois le ton, comme sur les 35 heures<sup>14</sup>. L'explication et la conviction forment donc la colonne vertébrale de son intervention.

Fig. 7 *L'Heure de vérité*, l'invité, Jacques Delors

Jacques Delors explique vouloir se présenter tel qu'il est :

« Chacun choisit son style. Moi j'ai choisi comme approche de dire ce que je pense sans précaution tactique, sans préparation spéciale. [...] sans conseiller en communication. [...] Il s'agit de faire appel à l'intelligence et au bon sens des citoyens, en pensant que c'est un élément essentiel de la vitalité politique<sup>15</sup>. »

Priorité accordée aux explications, volonté d'en appeler aux intelligences : le portrait de sa communication par Jacques Delors lui-même semble renvoyer à une manière d'être en dehors de tout espace médiatique, une pédagogie « naturelle » qu'illustreraient les très nombreux plans resserrés sur l'homme. Il y a pourtant bel et bien intervention de conseillers. En ce sens, la note

---

<sup>14</sup>Et de préciser : « Le social est aussi une des conditions réussite de l'économie. [...] Il y aura compensation. Il n'est pas possible que les entreprises en supportent le coût dans l'état actuel des choses mais c'est un signe d'espoir. Imaginez par ex. que demain la querelle théologique cesse et qu'il y ait un geste sur Citroën par exemple. [...] Vous ne pouvez pas envoyer Delors à la télé tous les jours avec sa gueule de travers pour dire aux gens « il faut licencier »...il faut donner aux gens un espoir. »

<sup>15</sup>Jacques Delors, *L'Unité d'un homme. Conversations avec Dominique Wolton*, op. cit., p. 173.

préparatoire à l'émission préparée par Médiamétrie est édifiante<sup>16</sup>. Sept recommandations y sont formulées. Il s'agit d'abord « d'éviter tout énoncé liminaire satisfait et non démontré. Ce type de formule ne peut être envisagée que conclusive, après un développement thématique qui la motive et la prépare »<sup>17</sup>. À cette première injonction s'en ajoute une deuxième, préconisant de bannir ou de gérer avec prudence

« Toute forme d'autosatisfaction par rapport à la politique menée par le gouvernement depuis 1981 [...] en particulier dans le problème économique. »

En conséquence, les conseillers enjoignent d'éviter la « politique de catalogue des résultats positifs (inflation + chômage + commerce extérieur, etc...) ». Les raisons en sont même données :

« Sur le fond il y a un problème de crédibilité des résultats ; ainsi il a fallu attendre fin novembre 83 pour que les résultats favorables du commerce extérieur commencent à être reconnus. Sur la forme, l'énumération stricte de résultats n'est pas bonne : il vaut mieux prendre un domaine, un exemple et l'expliquer, l'argumenter, puis prendre un autre exemple dans un autre domaine etc.<sup>18</sup> »

Une troisième série de remarques préconise de « préférer les formes d'affirmation de l'effort vers tel ou tel objectif (« nous devons nous efforcer de travailler davantage pour... ») » et « d'impliquer concrètement l'auditoire (« chacun de nous doit... » etc.) ». Mettre la société avec soi et jouer la prudence, telle doit être la quatrième direction à prendre<sup>19</sup>. Une cinquième recommandation enjoint de s'interdire « l'argument de l'héritage » et estime nécessaire de ne pas « dénigrer l'opposition ». Une sixième incite à s'éloigner de toute « démonstration ou illustration statistique », une septième à mettre l'accent sur des thèmes moins clivants, et de citer « en particulier les nouvelles technologies (espace, communication, informatique) et la formation professionnelle des jeunes ». Le tout relève d'une démarche de conseil politique justifiée par l'expérience. Médiamétrie évoque un « déficit en termes d'adhésion à propos de l'usage des statistiques, tel « que nous l'enregistrons en médiascope ». L'institut argumente :

« Immédiatement identifié comme une tentative de manipuler, l'argument statistique doit être remplacé par un exemple concret pris sur le terrain (dans une entreprise par exemple) qui soit parfaitement illustratif d'une idée forte<sup>20</sup>. »

L'émission est soigneusement préparée. Michel Rocard évaluait à quinze jours le temps de préparation<sup>21</sup>. Un travail préalable d'un mois pour François Léotard, avec une équipe mobilisée, comprise entre 10 et 20 personnes, était évoqué dans la presse<sup>22</sup>. Au-delà du travail de préparation, dont il est difficile de mesurer l'étendue pour Jacques Delors, les dialogues entre l'homme politique et les journalistes signalent les nombreux échanges en amont de l'émission, dans une forme de connivence complètement assumée :

---

<sup>16</sup>Fonds Jacques Delors, note préparatoire de Médiamétrie à l'émission *L'Heure de vérité* du 18 juin 1984 (JD-5/06-1984/32-44).

<sup>17</sup>Et de citer en exemples : « oui cette politique est bonne » Mitterrand mars 83 ou « cette bataille nous sommes en train de la gagner » Mitterrand avril 84. Note préparatoire de Médiamétrie à l'émission, *ibid.*

<sup>18</sup>*Ibid.*

<sup>19</sup>Et de préciser : « À l'inverse de l'autosatisfaction par rapport à l'action passée, toute affirmation mettant en valeur la préparation (en cours) de décisions (à venir) est actuellement mal reçue car elle confirme l'ambivalence perçue de l'action gouvernementale le gouvernement parle mais n'agit pas). À manier avec prudence. », Note préparatoire, *ibid.*

<sup>20</sup>*Ibid.*

<sup>21</sup>Voir Michel Rocard, *Le Cœur à l'ouvrage*, Paris, Odile Jacob, 1987, p. 58.

<sup>22</sup>*Le Monde*, 6 mai 1985.



« J. D. : Je crois que j'ai fait avec vous, comme ça nous arrive parfois en tête à tête, sans la télévision, une lecture des événements comme on dit.

A. D. Il vous arrive d'être plus explicite en tête-à-tête

J. D. Pour faire avancer la science politique seulement<sup>23</sup>. »

En ce début des années quatre-vingt, l'homme de gouvernement, Jacques Delors, utilise la télévision et ses émissions politiques, devenues des passages obligés de la vie politique française, pour justifier les orientations gouvernementales.

## Une pédagogie de la cohérence

Forme et contenu vont de pair. Le visage pragmatique et réfléchi que souhaite offrir Jacques Delors à l'écran renvoie au réalisme revendiqué au moment du renversement de politique économique entre 1982 et 1983.

## Une défense de la politique de rigueur

De fait, François-Henri de Virieu le rappelle, Jacques Delors est le premier, lors de *l'Heure de vérité* du 20 juin 1982, à prononcer le terme de rigueur. Dès sa prise de fonction, il est l'un des artisans de ce « tournant », mis en œuvre entre juin 1982 et mars 1983, à la manœuvre dans la mise en place du plan de rigueur annoncé 25 mars 1983<sup>24</sup>: après de premiers mois marqués par une politique de relance par la consommation et de renforcement du secteur public, Jacques Delors convainc Pierre Mauroy et François Mitterrand d'opter pour une politique de désinflation, de réduction des dépenses dans le secteur public, de suppression d'emplois dans la sidérurgie, les mines et les industries navales.

La France fait alors le choix d'une intégration européenne. Le ralliement du gouvernement de gauche à cette orientation, dans lequel Jacques Delors joue un rôle déterminant, est à l'origine de ce que Jean-François Sirinelli qualifie de « Bad Godesberg rampant »<sup>25</sup>. Cette perspective participe de la gestation de cette culture de gouvernement d'une partie de la gauche française, à l'initiative de Michel Rocard et de la gauche ralliée depuis le milieu des années soixante-dix à la régulation par le marché. Le principe de réalité rattrape l'idéalisme de ceux qui souhaitaient « changer la vie » et contraint la gauche de gouvernement à accepter l'économie de marché. La prise en compte d'une réalité économique, le refus de la domination américaine, l'opportunité d'une politique sociale rendue possible par le respect des grands équilibres budgétaires, tels sont les axes de défense de Jacques Delors ce 18 juin.

Le changement de politique économique du gouvernement de gauche peut-il être compris ? A-t-il été suffisamment expliqué à ceux qui s'étaient une année plus tôt prononcés majoritairement pour une politique relance de l'économie ? Sans doute pas, comme semblent en témoigner les résultats électoraux de juin 1984. Initié par Jacques Delors, le changement est imposé au gouvernement, mais non assumé par l'ensemble du Parti socialiste. Quant au Parti communiste, à qui Delors attribue la responsabilité du recul électoral de la gauche, il ne peut soutenir la politique menée. L'argumentation est cependant habile. Pour ne pas paraître mettre le Parti communiste en position d'accusé, il livre une analyse plus générale de la vie politique française de la Cinquième République :

---

<sup>23</sup> *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>24</sup> Jean-François Sirinelli « Quelques jours en mars », *Le Débat*, 2013/2 (n° 174), p. 26-29.

<sup>25</sup> Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives, le passé proche de notre avenir, 1965-1985*, Paris, Fayard, 2007, p. 229.

« JD: Sous la Cinquième République, il faut de la simplicité. C'est la force des institutions, on est pour ou on est contre.(...) Jusqu'à présent, certains ont essayé de jouer un pied dedans et un pied dehors.

AD: Vous pensez au PC ?

JD: Non, je pense à Poniatowski et monsieur Giscard d'Estaing entre 1969 et 1972, et même au temps de la guerre d'Algérie. Et je pense même à monsieur Chirac quand il n'a plus été premier ministre et que monsieur Barre l'était. Cela leur a réussi. Que cela ait tenté un peu les dirigeants du Parti communiste, je le conçois. Mais pour une fois cela n'a pas marché. Et cela n'a pas marché pourquoi, parce que l'une des supériorités des institutions de la Cinquième République sur les régimes précédents, c'est la clarté. Les citoyens ont besoin de comprendre, ils sont du bon sens. Il leur faut des choses simples mais de bons sens. »

Si le reproche est voilé, il est cependant lisible. Le Parti communiste devrait, selon Jacques Delors, choisir clairement entre le soutien au gouvernement ou l'opposition à la politique menée. Ce sera chose faite le 17 juillet 1984 : les ministres communistes quittent le gouvernement. Faut-il lire ici l'anticommunisme caractéristique d'une partie de la gauche socialiste ? Sans doute mais, au-delà, ce sont deux visions de la politique qui s'affrontent.

Car cette ambiguïté entre soutien et contestation ne se limite pas au seul Parti communiste, elle concerne tout autant le Parti socialiste. Si du tournant de la rigueur Jacques Delors est un acteur majeur, une grande partie du Parti socialiste conteste ce ralliement au libéralisme et à ce que certains qualifient de modernisation du socialisme français. La divergence entre les « deux cultures de gauche »<sup>26</sup> passe au sein de ce même parti. Or, le ministre apparaît non seulement comme le défenseur de sa politique économique mais aussi comme le promoteur de cet aggiornamento opéré par toute une gauche autogestionnaire qui, au milieu des années soixante-dix, formule son ralliement à une culture de gauche soucieuse de libérer la société civile du carcan de l'État centralisé.

Aussi, s'il reconnaît le « mouvement de mécontentement » dans la population et l'explique par le renoncement nécessaire « aux habitudes du passé », Jacques Delors juge utile de ne pas changer de cap. Et il s'emploie à convaincre que la rigueur est la seule réponse à la crise, rigueur qu'il qualifie de rupture profonde, de changement de paradigme, d'« adaptation » au réel. Pour ce faire, il dramatise : ne pas le faire « serait un drame pour la France ». Jacques Delors se fait alors pédagogue pour expliquer la situation. C'est l'image du « bateau dans la tempête » qu'il utilise à plusieurs reprises au cours de l'entretien pour analyser les résultats électoraux de la veille. Avec ce langage imagé, il entend montrer que les Français, en votant contre les partis au pouvoir, se sont prononcés contre la « tempête », et non contre « le capitaine du navire ». La « tempête », selon Delors, c'est la crise ; il faut y faire face et, pour cela, il réclame « le calme à bord du bateau pour se concentrer sur l'essentiel ». Le ministre file la métaphore tout au long de l'émission, notamment pour la généraliser à l'économie française :

« Reprenons l'exemple de notre bateau. Il y a la tempête. Il y a cent marins à bord. Il y en a 20 qui font le maximum, qui tirent sur les toiles, qui ajustent les cordes et, pendant ce temps-là, les 80 autres continuent à vivre comme avant. »

Surgit ici le reproche d'une résistance de la société française aux réformes à mettre en œuvre. Face à une conception étatiste de l'économie, mise en œuvre entre 1981 et 1983, Jacques Delors, profondément réformiste, prône une autre façon de gouverner l'économie. Il entend que la société civile prenne sa part de responsabilité, ce qui peut s'entendre comme du

---

<sup>26</sup>Frank Georgi, «La deuxième gauche et l'autogestion», colloque *L'héritage et le bilan de la Deuxième gauche*, organisé par la Fondation Jean-Jaurès avec la section PS de l'ENS les 14 et 15 février 2014.

libéralisme, mais dans le cadre d'un État qui planifie et qui oriente le développement. Comme il en fait la démonstration dans cette émission, c'est de cette façon, qu'au poste de ministre de l'Économie et des Finances, il prétend gouverner. Il souhaite orienter la politique économique de la France vers une intégration dans la communauté économique européenne et vers une plus grande ouverture mondiale.

Sur cette dernière, Jacques Delors ne montre pas d'enthousiasme particulier ; au contraire, il déplore la politique américaine de baisse des taux d'intérêt qui renchérit le coût de la dette, des pays du Sud mais aussi celle de la France (« la hausse du dollar et celle des taux d'intérêt contraint le monde »). En revanche, l'homme politique s'affiche comme un Européen convaincu : selon lui, l'Europe ne peut exister que « si elle a l'effet de dimension » ; il lui faut donc s'unir. Cependant, il juge que « l'Europe est la grande perdante du scrutin ». Il note le retard européen dans la troisième révolution industrielle. Or, au premier semestre 1984, la France préside la Communauté européenne et, les 25 et 26 juin, doit se tenir à Fontainebleau un sommet européen dans un contexte difficile de conflit entre la Grande-Bretagne et les neuf autres pays européens. Le moment est donc complexe, et il n'est pas neutre de noter que ce même sommet voit la relance du projet européen<sup>27</sup>.

Ainsi, dans ce contexte de « seconde mort des trente Glorieuses »<sup>28</sup>, Jacques Delors figure comme un acteur majeur du retournement mais aussi, sans doute, de la « perte de magie du politique »<sup>29</sup> : la reconnaissance de la crise économique par la gauche, le ralliement à l'économie de marché et le renoncement à « changer la vie », autant de changements qui courent entre 1982 et 1984. L'homme du tournant de la rigueur s'emploie, par un exercice de pédagogie politique *via* le médium télévisuel, à les faire comprendre, et si possible accepter, par une majorité de l'opinion publique.

### **La pédagogie politique, un élément politique de la politique « deuxième gauche »**

L'exercice médiatique offre l'opportunité d'une pédagogie en action. Jacques Delors est un homme de ce qu'il est convenu d'appeler la « deuxième gauche »<sup>30</sup>. L'expression, initialement attribuée à la CFDT par Patrick Hamon et Hervé Rotman, fait florès et qualifie désormais le courant politique incarné par Rocard et Delors. Le 19 avril 1984, Jean Poperen constate dans le journal *Le Monde* que « le courant d'origine chrétienne a pris la relève de la tradition opportuniste »<sup>31</sup>. Si cette filiation peut être discutée, le constat peut être fait qu'il existe plusieurs cultures politiques de gauche, la première pétrie de marxisme et prompte à réclamer des changements révolutionnaires, la seconde autogestionnaire et réformiste. Dans la pensée de Poperen, cette seconde gauche revêt surtout la triple acception de partisane de la politique gouvernementale de la rigueur, de « catho de gauche » et de moderne – le parler

---

<sup>27</sup>Jacques Delors partage le projet européen de François Mitterrand tel que celui-ci l'a redéfini dans un discours au Parlement de Strasbourg le 24 mai précédent : engager la communauté vers l'avenir. La convergence de vues est telle que les Dix se mettent d'accord sur le nom de Jacques Delors pour la prochaine présidence de la Commission européenne le dimanche suivant l'émission.

<sup>28</sup>Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives, le passé proche de notre avenir, 1965-1985*, Paris, Fayard, 2007, p. 226.

<sup>29</sup>Jean-François Sirinelli, *La Ve République*, Paris, PUF, Que-sais-je ?, 2013, p. 52.

<sup>30</sup>Hervé Hamon, Patrick Rotman, *La Deuxième gauche : histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Ramsay, 1982.

<sup>31</sup>Patrick Viveret, Hervé Hamon, Paul Blanquart, « Deuxième gauche, laïcité politique et sève chrétienne », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, n°2, 1984, p. 12-19.

vrai<sup>32</sup>. C'est à ce courant que s'identifie Jacques Delors. Sa culture chrétienne tout autant que son désir de solidarité et de laïcité de son engagement l'ont mis au cœur de cette

« Synthèse idéologique entre la sève chrétienne distincte du christianisme progressiste, la tradition du syndicalisme révolutionnaire, la tradition anglo-saxonne, le marxisme révisionniste »<sup>33</sup>. »

Déjà dans son engagement syndical, Jacques Delors témoigne du choix d'une politique de l'action, d'une politique de la quotidienneté prônée depuis *Citoyens 60*. Le modèle politique dont il s'inspire est celui de la « démocratie à portée de main<sup>34</sup> », thème qui apparaît à la CFDT en 1968, puis fortement développé par le PSU : « à la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion<sup>35</sup>. » Lors de l'émission, s'il reconnaît le rôle positif de la puissance publique (« nous diminuons le coût de l'argent, les charges diminuent (...) l'argent pour investir a été donné »), il en appelle à la responsabilité des citoyens en situation d'agir (« les chefs d'entreprises doivent se battre et les travailleurs doivent accepter les conditions de travail modernes »). L'État doit orienter la société ; « gouverner c'est planifier » comme l'a déclaré Jacques Delors alors qu'il travaillait au commissariat au Plan avant 1969. On retrouve ici la méfiance de l'État exprimée par cette gauche qui préfère se tourner vers les différentes composantes de la société civile.

« C'est mon réflexe anti "tout État" qui joue là. C'est ma passion pour la réalisation de l'esprit autogestionnaire. Je pense qu'il y a trop de lois. Il faut être inventeur de simplicité<sup>36</sup>. »

La transformation des rapports sociaux et des méthodes gouvernementales apparaît déjà comme l'une de ses préoccupations majeures, qui se retrouve dans la volonté de clarté et de pédagogie mise en œuvre dans l'émission. Cet homme, soucieux des communautés de base qui fleurissent dans les années 1970 au sein de la société et de l'Église catholique, entend que l'État n'entrave pas les initiatives et ne s'oppose pas à la démocratie « à hauteur d'homme ». Parce qu'il admet le pluralisme, il choisit la culture du dialogue et de la négociation. L'objectif est alors le consensus, cet accord sur l'essentiel, qui est, pour lui, un élément important de la vie démocratique. Au cours l'émission, il explique ne pas « se sentir à l'aise dans le partage de la France en deux blocs ». Il estime qu'en 1981 seuls deux sujets faisaient consensus, « les institutions et la défense ; [en 1984] trois nouveaux s'y ajoutent, l'Europe, l'entreprise et la nécessité de la rigueur ». Loin d'être absolu, le consensus doit être ici entendu dans son acception de convergence d'opinions au sein de la population. Jacques Delors choisit d'affirmer un processus de recherche d'un consentement le plus large possible à la politique menée. La prise de position est osée quand l'opposition à la politique de rigueur vient de se faire entendre lors des élections européennes et qu'elle se renouvellera lors des élections législatives de mars 1986.

---

<sup>32</sup>Cette triple acception du terme « deuxième gauche » est celle donnée par Hervé Hamon dans Patrick Viveret, Hervé Hamon, Paul Blanquart, art. cit., p. 13. Elle constitue une catégorie élaborée après coup et qui mérite d'être interrogée. Cf. intervention lors d'une table ronde consacrée à l'héritage et au bilan de la Deuxième gauche, organisée par la Fondation Jean-Jaurès avec la section PS de l'ENS, les 14 et 15 février 2014, [http://www.dailymotion.com/video/x1iayd0\\_04-la-deuxieme-gauche-a-l-epreuve-du-capitalisme\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x1iayd0_04-la-deuxieme-gauche-a-l-epreuve-du-capitalisme_news)

<sup>33</sup>Patrick Viveret, Hervé Hamon, art. cit., p. 17.

<sup>34</sup>Échanges et projets, *La Démocratie à portée de mains*, Paris, Albin Michel, 1977 ; l'ouvrage prône une citoyenneté active et la décentralisation des pouvoirs.

<sup>35</sup>Cité par Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 512.

<sup>36</sup>Jacques Delors, *L'Heure de vérité*, réf. cit.

Car déjà, ceux qui se réclamaient de la gauche autogestionnaire dénoncent la perte de vue de l'intention transformatrice de ce courant : s'il faut de la rigueur, il faut aussi des solidarités et une pensée sociale qu'ils ne distinguent pas dans la politique du gouvernement Mauroy. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT depuis 1971, dénonce alors « la méthode gouvernementale, faite de décisions imposées sans concertation, ainsi que les lacunes d'une politique de rigueur qui, selon elle, ne prend en compte ni la justice sociale, ni la lutte nécessaire contre le chômage »<sup>37</sup>. À la différence d'Edmond Maire qui anticipe une transformation des rapports sociaux, Jacques Delors, pourtant issu des même rang de la CFDT, ne semble pas voir cette attente sociale qui s'exprime déjà dans les résultats électoraux du 17 juin 1984 ? Il préfère, lors de l'émission, en attribuer la responsabilité moins à la politique menée qu'à la communication qui en est faite : il remet en cause le langage, les images et les symboles avec cet étonnement : « Comment les socialistes ont-ils pu se faire voler le thème de la liberté ? » répété au moins à deux reprises dans l'émission. Il applique cette même pédagogie à la réforme de l'école, aux choix européens, bref se fait le défenseur zélé et pédagogue de la politique du gouvernement, sans manquer d'égratigner certains de ses collègues et notamment Pierre Mauroy, rendu implicitement responsable de ce manque de clarté déploré. L'exercice du pouvoir par la gauche met fin à la « magie du politique »<sup>38</sup> ; la pratique de ce pouvoir n'éloigne-t-elle pas Delors de son ancrage dans la « deuxième gauche » ?

De fait, Jacques Delors laisse entendre, lors de cette émission, son ambition de devenir premier ministre en lieu et place de ce dernier. Durant toute l'émission il semble avoir à cœur de protéger le président de la République, l'épargnant de ses critiques ou mieux encore le défendant contre les attaques. Dans le même temps, il apparaît soucieux d'affirmer sa confiance dans les décisions de François Mitterrand. Faut-il y voir une volonté de montrer comment, nommé premier ministre, il serait un excellent « fusible » pour le président ? Faut-il lire l'émission comme une tentative de séduction, un entretien d'embauche pour le poste ? Toujours est-il que Jacques Delors fait preuve d'une solidarité pleine et entière avec le chef de l'État, préférant reporter ses reproches sur Pierre Mauroy, celui qu'il se propose de remplacer. Cependant, si les deux hommes ont connu en matière de politique économique des différents dans les trois années écoulées, ils sont le plus souvent parvenus à s'entendre et semblent plus proches que Jacques Delors ne le sera jamais de François Mitterrand. Les critiques sont donc sans doute bien à entendre dans ce cadre d'une offre de services en tant que premier ministre au Président, qualifié, en termes flatteurs, d'« homme très intelligent des choses politiques ».

### **Un exercice pratique : la clarification sur l'école.**

Un autre thème donne l'occasion à Jacques Delors de mettre en œuvre son souci de pédagogie : le débat sur l'école, qui bat son plein dans ce printemps 1984. La promesse d'un grand service public de l'éducation, faite lors de la campagne présidentielle, mobilise immédiatement contre elle le réseau des écoles catholiques, qui organise entre mai et juillet 1981 une dizaine de manifestations, preuve de la détermination des parents d'élèves. D'abord non organisée, la mobilisation est récupérée par l'Union nationale des associations des parents d'élèves de l'école libre (UNAPEL). Le premier projet de loi, mis en œuvre par Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, et construit à la suite de nombreuses consultations, n'est présenté qu'en décembre 1982 ; il est rejeté par les représentants de l'enseignement catholique. Néanmoins, le dialogue se poursuit et, un an plus tard, en décembre 1983, le gouvernement adopte en conseil

---

<sup>37</sup>Frank Georgi, « “Le monde change, changeons notre syndicalisme”. La crise vue par la CFDT (1973-1988) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. n° 84, no. 4, 2004, p. 93-105.

<sup>38</sup>Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives, le passé proche de notre avenir, 1965-1985*, Paris, Fayard, 2007, p. 230.

des ministres un projet de règlement contre lequel se mobilisent à nouveau massivement les catholiques, en province d'abord – à Bordeaux le 22 janvier, à Lyon le 29 janvier, à Rennes le 18 février et enfin à Lille le 25 février –, puis à Versailles le 4 mars 1984. L'enjeu principal du refus est la titularisation dans la fonction publique des enseignants de l'enseignement privé que les plus souples parmi les négociateurs de l'enseignement privé ne peuvent faire admettre à la masse des parents. Ceux-ci voient dans cette démarche un contrôle de l'État et une perte de la qualité attribuée aux écoles confessionnelles. Il faut dire que l'occasion est belle pour l'opposition de droite de s'emparer du sujet pour lutter contre la politique gouvernementale. Le gouvernement proteste, crie au malentendu, comme le fait à son tour Jacques Delors lors de l'émission : aucune menace ne pèserait sur la liberté de choix des parents et d'autonomie des établissements. La rupture se produit à la suite de l'adoption d'un amendement socialiste, le 22 avril 1984, affirmant le principe de l'unification du système par la titularisation des maîtres. Une grande manifestation est alors programmée à Paris pour le dimanche 24 juin 1984.

C'est dans ce contexte que Jacques Delors, ayant revendiqué son statut de pratiquant catholique tout au long de l'émission, aborde le sujet en fin d'émission. Il défend le projet Savary, autant au nom de la solidarité gouvernementale que par conviction personnelle. Le ministre se lance dans une explication circonstanciée. Pensant que les « Français doivent être les acteurs de ce changement », il leur conseille « de lire la loi », manière de sous-entendre une manipulation politique par les adversaires du gouvernement. Il réexplique la loi en formulant cinq questions fermées :

« Premièrement est-ce que chaque famille a le choix entre plusieurs écoles pour mettre ses enfants ? La réponse est indiscutablement oui. [...] Deuxièmement, s'il choisit une école plutôt qu'une autre, est-ce que l'école sera pratiquement gratuite ? La réponse est oui et l'État verse 20 milliards de francs pour l'enseignement privé ? Troisièmement est-ce que chaque type d'école pourra choisir son projet pédagogique ? La réponse est oui. Quatrième question. Est-ce que les écoles dites privées pourront choisir leur directeur ? La réponse est oui. Cinquième question. Quant aux enseignants du privé auront-ils le choix entre un statut de fonctionnaire et un statut de contractuel public ? Ils ont le choix. C'est la liberté<sup>39</sup>. »

L'énumération et la répétition des réponses positives aux questions sont destinées à souligner le malentendu et l'incompréhension. Et c'est bien à ces catholiques qui viennent de défiler dans les rues que s'adresse essentiellement Jacques Delors. Il entend les rassurer. Il reconnaît que subsiste une difficulté : la gauche laïque a obtenu que soient liées subvention des écoles et titularisation des enseignants, tirant le projet de loi vers une nationalisation. Pourtant, le ministre minimise le problème posé par le financement des communes :

« Un petit point d'interrogation: sur 100 francs que payent l'État, il y a 2,50 francs qui correspondent à des frais de fonctionnement versés par les communes. Dans l'état actuel des choses il n'est pas sûr que dans 9 ans ou dans 11 ans, ces 2,50 francs seront toujours payés. Je vous pose la question : est-ce que cela vaut la peine de mettre dans la rue des centaines de milliers de personnes ? Ma réponse est non<sup>40</sup>. »

Il reconnaît certes un malentendu de dernier moment. En effet, alors que le 15 mai Pierre Mauroy garantissait à une délégation de l'enseignement catholique la pérennité de l'engagement de l'État en cas de défaillance des collectivités locales en matière de subvention, sous prétexte que les établissements ne comprendraient pas assez de maîtres titularisés, le 22 avril il semblait se dédire en défendant l'amendement socialiste.

Jacques Delors voit dans ces manifestations le retour de la querelle de l'école, dans la tradition de la bataille héritée entre la République et l'Église, et du thème de la laïcité<sup>40</sup>. Il l'explique : les «

---

<sup>39</sup>Jacques Delors, *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>40</sup>*Ibid.*

laïques » voulaient un grand service public de l'enseignement, intégrant toutes les écoles, ce que François Mitterrand leur avait promis ; or, les discussions ont montré que l'intégration était refusée par une partie des Français. Selon lui, un arrangement a été obtenu qui respecte la réalité des deux écoles, la laïcité ainsi que la liberté de choix. Le problème serait donc bien politique, et l'exercice de pédagogie devrait convaincre les inquiets que leurs intérêts ne sont pas affectés.

Jacques Delors souligne, dans cette affaire, son accord avec l'épiscopat, et au premier chef son président, Mgr Vilnet. Cet épiscopat a accompagné les militants chrétiens, ces « catholiques de gauche », tel Jacques Delors, conduits par leur foi et leur conception de l'humanité à l'engagement social et politique. Ceux-ci ne font pas de leur conviction une vérité pour le monde dans lequel ils vivent : « Ce n'est pas parce que je crois avoir la vérité sur Dieu que j'ai la vérité sur terre », précise Jacques Delors dans l'émission ; comme lui, ces hommes et ces femmes reconnaissent d'autres « vérités » à l'écoute desquelles les catholiques se doivent d'être.

L'importance accordée à cet aspect de la politique gouvernementale par Jacques Delors renvoie pour beaucoup à son itinéraire politique et syndical. Tout le parcours de l'homme témoigne de son appartenance à ces chrétiens de gauche ; engagé dans le syndicalisme chrétien (CFTC) dès 1945, il a rejoint en 1953 le groupe Reconstruction, dont est issue la CFDT en 1964. Parallèlement, c'est par son engagement chrétien dans le mouvement Vie nouvelle, au sein duquel il a créé en 1959 le club Citoyens 60, qu'il s'est rapproché du monde politique. Son expertise économique et sociale lui a valu d'être choisi en juin 1969 par Jacques Chaban-Delmas comme conseiller en charge des affaires sociales et de l'éducation, « seul technocrate d'origine autodidacte ». Ainsi, Jacques Delors donne une dimension politique à son engagement chrétien : il incarne un christianisme qui pense devoir participer à la réforme de la société par le dialogue comme par l'intelligence et fait le choix de la gauche. Ce n'est pas pour autant un catholique honteux. Il affiche son appartenance. Son langage emprunte au vocabulaire chrétien :

« C'est vrai dans toute l'Europe, les partis socialistes sont des camps de scouts avec plusieurs toiles et chacun hisse son fanion » ; je ne suis ni leur confesseur ni leur directeur de conscience. »

Il ne fait pas mystère de sa foi. Sa vision même de la politique et de la manière de faire de la politique est marquée par ses convictions chrétiennes. Il souhaite une société pluraliste, une démocratie décentralisée et une économie au service de la personne. Il fait confiance à la société civile, fait le choix d'une relativisation du politique par rapport au social, d'une réactualisation du thème de la subsidiarité développé dans la pensée catholique. La pédagogie qu'il met en avant s'inscrit au cœur de cette vision comme une nécessité.

Ce discours est-il audible par les catholiques qui défilent ? Rien n'est moins évident. En effet, au début des années quatre-vingt, de nouveaux militants catholiques se font entendre ; ils veulent redonner de la visibilité aux institutions ecclésiales, parmi lesquelles ils rangent les écoles catholiques. Ainsi, cette nouvelle querelle de l'école fait apparaître le pluralisme politique des catholiques français, tout autant que la perte d'influence dans l'Église de cette militance chrétienne qui a fini par s'engager en politique à gauche et dont Jacques Delors est un membre exemplaire. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant qu'il ne parvienne pas à convaincre ces nouveaux militants qui défilèrent en masse le dimanche suivant l'émission à Paris<sup>41</sup>.

## Une réception en trompe l'œil

### Un retentissement certain

La presse rend compte avec une certaine empathie de l'émission<sup>42</sup>. Dans *Télérama*, Alain Rémond, journaliste qui a conseillé en communication Michel Rocard durant la décennie

---

<sup>41</sup> Henri Tincq, *Jean-Marie Lustiger, le cardinal prophète*, Paris, Grasset, 2012.

<sup>42</sup> Fonds Jacques Delors, coupures de presse au lendemain de l'émission et des élections européennes (JD-5/06-1984/70, 145-152, 181-231).

précédente, évoque le caractère « jovial », « hilare » de Jacques Delors et juge qu'il a su « se faire comprendre »<sup>43</sup>. Le 19 juin, la presse écrite fait écho à la prestation télévisée. *Libération* salue l'« intervention à chaud » et note « Delors : la gauche doit gouverner autrement ». Sans surprise, *Le Figaro* retient que « nous ne changerons pas de cap », manière assez neutre de prendre acte de la poursuite de la politique de rigueur. *Les Échos* prennent davantage partie en clamant que « Malgré la défaite aux élections européennes, Jacques Delors : la rigueur ne doit pas être abandonnée ». La presse orientée à gauche ne s'en montre pas moins dubitative, à l'image du *Quotidien de Paris* (« Mitterrand tiendra compte des européennes », « La porte ouverte aux Jacqueries ? », 19 juin). *Le Monde* se place, lui, comme un journal au cœur de la vie politique (« M. Delors se présente comme un successeur possible de M. Pierre Mauroy », 20 juin). Le 28 juin, sur Europe 1, Europe Matin consacre son émission à la prestation jugée plutôt intéressante.

Par ailleurs, plusieurs lettres de félicitations envoyées à Jacques Delors via l'émission permettent de dessiner un univers d'amitiés et de connaissances composé aussi bien d'hommes de médias, de spécialistes des questions économiques que de hauts-fonctionnaires<sup>44</sup>. Parmi eux, figurent un certain nombre de catholiques de gauche. Aussi ne sera-t-on pas étonné de retrouver Roger Burnel, président de l'Union nationale des Associations familiales depuis 1976, ancien secrétaire général de la Jeunesse étudiante chrétienne, militant syndicaliste étudiant à l'UNEF, profondément européen, qui a oeuvré pour le logement et les relations humaines au sein des entreprises. Énarque, maître de requêtes au Conseil d'État, l'un des principaux animateurs du club Échanges et Projets avec un autre énarque, Jean de Rosen, administrateur civil<sup>45</sup>. Jean Duramé, président directeur général du Crédit industriel et commercial, représentatif d'un monde bancaire transformé par la nationalisation de groupes bancaires, se manifeste. La lettre de Pierre Massé, ancien commissaire au Plan, suggère l'importance prise par la question de la planification dans la pensée de Jacques Delors. S'ajoutent Hervé Bourges, ancien de *Témoignage chrétien* devenu président-directeur général de TF1, Lucien Sfez, politiste et spécialiste de communication politique, Roger Priouret, journaliste spécialisé dans les questions économiques à *L'Express* puis au *Nouvel Observateur*, Gilles Benoist, énarque, chef de cabinet de Jacques Delors entre 1981 et 1983. Deux noms sont intéressants : Roger-Gérard Schwartzenberg, constitutionnaliste, éditorialiste politique, radical de gauche entré au gouvernement en mars 1983 comme secrétaire d'État à l'Éducation nationale, auteur d'un ouvrage sur les politiques et les médias (*L'État spectacle. Essai sur et contre le star system en politique*, 1977) et Jean Védrine, un proche de François Mitterrand, ancien conseiller du ministre de l'Éducation<sup>46</sup>, illustrent l'élargissement du spectre. Tous disent avec leurs mots qu'ils sont d'accord sur l'essentiel et approuvent le ton. Quant à la lettre de l'économiste Michel Beaud, elle souligne les « moments particulièrement bienvenus (qui sonnaient juste et qui passaient bien), par exemple sur l'interprétation de l'élection et de la poussée du Front national », les explications sur l'école et les réalisations sociales alors même qu'il écrit avoir été excédé par les explications socialistes d'un Jospin ou d'un Poperen, comme par l'insuffisante explica-

---

<sup>43</sup> Alain Rémond, « Se faire comprendre », *Télérama*, 27 juin 1984.

<sup>44</sup> Fonds Jacques Delors, lettres de félicitations (JD-5/06-1984/194-227).

<sup>45</sup> Créé en 1973 par de hauts-fonctionnaires, dont Jacques Delors lui-même, lorsqu'il était enseignant à Dauphine, entre 1973 et 1977, en gestion des entreprises, et Jean-Baptiste de Foucault, à la Direction du Trésor (ce dernier y avait créé un groupe « Spiritualité et politique »), le club, qui réunissait syndicalistes, fonctionnaires, enseignants et travailleurs sociaux, chefs d'entreprises, illustre un certain catholicisme de gauche favorable à une réforme de l'État : moins d'État mais un État maîtrisé via la décentralisation, la suppression des grands corps et une nouvelle planification. Cf. Philippe Bezes, *Réinventer l'État : les réformes de l'administration française, 1962-2008*, Paris, Presses universitaires de France : Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques, coll. « Le Lien social », 2009.

<sup>46</sup> S'ajoute à la lettre de remerciements une note intitulée « Le temps de se ressaisir » relative au débat sur l'école dans le cadre de la loi Savary (1er juin 1984).



tion du gouvernement sur la question scolaire.

## L'étude d'opinion, mode d'évaluation de la réception

*L'Heure de vérité* est en outre pensée de façon « scientifique » pour mesurer immédiatement les effets de la communication politique, et donc les qualités pédagogiques de l'invité. À cette fin, elle fait une large place aux sondages. Or, il y a bel et bien un paradoxe : Jacques Delors tire de cette émission une forme de charisme médiatique alors même qu'il n'a réuni que 27% téléspectateurs, loin derrière le film *1900* de Bertolucci et *Le Bataillon du ciel* sur TF1<sup>47</sup>. Cependant, peu importe que les téléspectateurs aient vu ou non l'émission. Ce qui compte, c'est ce qui en est dit, chez Médiamétrie comme chez les commentateurs politiques. L'hypothèse formulée ici est que les « experts » autoproclamés alimentent une expertise, à base de sondages et d'analyses sophistiquées, produits après coup, aux retombées hautement bénéfiques pour ceux qui les réalisent.

Optionnelle, une étude portant sur la réception est réalisée<sup>48</sup>. L'occasion est belle pour Médiamétrie d'apparaître réactive et dotée d'outils jugés performants. De fait, Médiamétrie est en cours de formation. Société privée à capital majoritairement public, créée juridiquement plus tard, en juin 1985, sous l'égide de Georges Fillioud, en charge au sein du gouvernement socialiste de la communication<sup>49</sup>, elle a pour origine la privatisation du Centre d'étude des opinions, alors service public<sup>50</sup>. À ce moment précis, la société se doit montrer son professionnalisme et sa force d'innovation. Or, si le recours au panel audiométrique n'est pas nouveau – il fonctionnait depuis 1982 grâce à la Secodip, dans le cadre de relations directes avec les chaînes et la Régie française de publicité (RFP) –, le CEO ne bénéficiait que de temps à autre des résultats. Il faut montrer qu'il est possible de faire mieux encore. L'instrument témoin de ce nouveau savoir-faire s'appelle « médiascopie » :

« La médiascopie est une méthode originale et exclusive de Médiascopie SARL, mise au point par Denis Muzet et protégée par brevet. Méthode qualitative avant d'être quantitative, elle fonde la validité de ses résultats, quelque soit la dimension des échantillons testés, sur la cohérence des réponses observées au sein d'une même émission d'une part, au sein de l'ensemble des émissions déjà médioscopées d'autre part<sup>51</sup>. »

L'objectif consiste à « recueillir à la source, avant tout commentaire de presse, les réactions spontanées d'adhésion d'un échantillon de téléspectateurs » afin d'évaluer les points

---

<sup>47</sup>La cote *France Soir*, 19 juin 1984 : TF1 35% *Le bataillon du ciel* (2<sup>e</sup> partie). Indice de satisfaction : 15/20 ; A2 27% *L'Heure de vérité* : Jacques Delors. Indice de satisfaction : non précisé ; FR3 38% *1900* (2<sup>e</sup> partie). Indice de satisfaction : 13/20. Ces indices sont présents dans le fonds Jacques Delors (JD-5/06-1984)

<sup>48</sup>Fonds Jacques Delors, Bilan et Synthèse de Médiascopie (JD-5/06-1984/71-180). Les citations et les tableaux qui suivent, de même que ceux qui sont fournis en annexe, sont tirés de ce long document dactylographié, non numéroté et non daté.

<sup>49</sup>Georges Fillioud est ministre de la Communication du 21 mai 1981 au 22 mars 1983, au sein des deux premiers gouvernements Mauroy, puis secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé des techniques de communication dans le troisième gouvernement Mauroy, du 22 mars 1983 au 12 mars 1986.

<sup>50</sup>Il est lui-même issu du département des études du public de l'ORTF. En 1974, au moment de l'éclatement de l'Office, il avait été rattaché au SJTI (service juridique et technique de l'information) et au ministère de la Communication. Cf. <http://www.histoiredesmedias.com/Jacqueline-Aglietta-presidente-de.html> (*Le Temps des médias*, n°3, automne 2004, p. 206-211). Entretien de Jacqueline Aglietta, présidente de Médiamétrie, recueilli le 7 avril 2004. Celle-ci a un profil jugé intéressant : elle connaît l'usage des statistiques (formation à l'ENSAE), a une connaissance des médias et du CEO (qui sous-traitait des études à la SOFRES lorsqu'elle en faisait partie) et possède l'expérience de la direction d'entreprise (directrice générale de BVA).

<sup>51</sup>Alain Rémond, « Se faire comprendre », *Télérama*, 27 juin 1984.

forts et les points faibles. Pour ce faire, l'usage du médiastroscope, donc d'une machine, s'avère indispensable. La « médiastoscopie » se conçoit comme une mesure :

« de l'adhésion spontanée, sans verbalisation par l'intermédiaire de la manette du médiastroscope à partir de la consigne suivante qui est donnée aux téléspectateurs : plus vous êtes d'accord avec ce que vous entendez et voyez, plus vous poussez la manette vers le haut, moins vous êtes d'accord avec ce que vous entendez et voyez, plus vous poussez la manette vers le bas. »

Rétrospectivement, on ne peut qu'être fasciné et amusé par l'importance accordée à la machine et à la technique. Et encore, la technicité sera, au fil des émissions, de plus en plus sophistiquée. Le recours aux minitellistes, la multiplication des écrans et les insertions de résultats de sondages en lignes, les inserts pourtant vite arrêtés de témoignages vidéo, toutes ces opérations constituent autant de recettes considérées comme modernes et destinées à optimiser la mesure de la perception des téléspectateurs, et donc des citoyens.

L'heure est à la quantification mais celle-ci s'opère de façon assez impressionniste. Rétrospectivement, on ne peut qu'être fasciné et amusé par l'importance accordée à la machine et à la technique. Et encore, la technicité sera, au fil des émissions, de plus en plus sophistiquée : recours aux minitellistes, multiplication des écrans et insertions de résultats de sondages en lignes, inserts vite arrêtés de témoignages vidéo constituent autant de recettes considérées comme modernes et destinées à optimiser la mesure de la perception des téléspectateurs, et donc des citoyens.

L'échantillon se révèle extrêmement réduit : trente personnes, quinze hommes et quinze femmes, quinze de 18 à 30 ans, quinze de 35 à 60 ans ; dix se réclament de la majorité, dix se disent d'opposition, dix se disent « déçus », « ayant voté Mitterrand en 1981 et ne se reconnaissant plus dans la majorité actuelle ». Quant à la division en CSP – catégories socioprofessionnelles – (10 CSP A, 10 CSP B, 10 CSP C et D), elle en dit long sur la manière de concevoir l'ordre social de manière tripartite. Forte de ce minuscule échantillon de téléspectateurs, Médiamétrie propose des questions relevant de l'arsenal des mesures d'audience utilisé de longue date. Delors est jugé assez convaincant par 75% des sondés. La question, pendante, porte sur les moyennes d'accord, en fonction du sexe, de l'âge et des options politiques. Là, les oscillations apparaissent très faibles. Que conclure du faible écart entre le déroulement et la fin de l'émission ? Les téléspectateurs proches de la majorité davantage convaincus que ceux de l'opposition ? L'échantillon est si étroit et les écarts si faibles que les tableaux que Médiamétrie en tire sont peu probants.

Moyennes d'accord	Pendant	Questionnaire après	Gain ou perte
<b>Ensemble Base (30)</b>	5,6	5,7	+0,1
Majorité (10)	5,6	6,3	+0,7
Opposition (10)	5,4	4,7	-0,7
Déçus (10)	5,7	6	+0,3
Hommes (15)	5,4	5,5	+0,1
Femmes (15)	5,9	6	+0,1
18-30 (15)	5,7	6,2	+0,5
35-60 (15)	5,6	5,2	-0,4

Il n'en demeure pas moins que Médiamétrie explique que la « prestation télévisée de M. Jacques Delors le 18 juin 1984 a reçu un accueil favorable et consensuel de la part des différents groupes de sensibilités politiques réunis par médiascope [scores d'adhésion] ».

*In fine*, les critères retenus par Médiamétrie contribuent à construire le « personnage » Delors. « Sympathique », « compétent », « bon orateur » : tels sont les qualificatifs relevés. Au-delà de l'impression positive véhiculée par les observateurs médiatiques, il est remarquable d'observer que les appréciations ne portent pas sur la mise en image mais sur l'analyse du discours. Le *logos*, et non l'icône, constitue à la fois la *qualité* de l'homme politique et de l'expertise. Médiamétrie se fait fort de produire une analyse linguistique, au moment où les écrits de Ferdinand de Saussure, plus anciens, et surtout de Roland Barthes ou de Gérard Genette se diffusent au sein des sciences sociales. Le langage de Delors est disséqué, tel celui d'un écrivain. Médiamétrie égrène les figures de rhétorique utilisées par le ministre et les commente. Au premier rang d'entre elles, figure « le questionnement soit direct avec mises en garde et pondération « il faut faire attention avant de dire... il faut être prudent », soit sous forme explicite : « Comment les socialistes ont-ils pu se faire voler le thème de la liberté ? ». Ce procédé permettrait de produire de la « distanciation qui introduit dans le discours de la pondération, du doute, de l'analyse critique » et figurerait l'« humilité ». Et l'institut de conclure : « C'est un marqueur empathique, celui qui répond en posant soudainement une question, attire l'attention sur ce qu'il va dire. C'est un marqueur de thématization. »

Les figures de réponses sont particulièrement disséquées. Jacques Delors a souvent recours à la « vérité générale » (« en démocratie, on ne peut ignorer aucune élection » ; « Les socialistes n'ont ni le monopole du cœur ni le monopole de la liberté ), qui atteste selon Médiamétrie le « bon sens » et la « simplicité » mais témoigne aussi d'une certaine « pauvreté » et conduit à des « risques de banalisation et de redondance ». Sont soulignés les efforts de « démonstration », précisément sur l'école, qui, « claire » et « forte », « crée l'adhésion ». Elle est cependant signalée comme peu fréquente. Ce n'est pas le cas de l'énumération, soit simple (« Il faut une planification politique, il ne faut pas trop d'annonces, il faut aller à l'essentiel »), soit sous forme de catalogue, largement utilisée mais jugée « lourde, redondante, opaque », inapte à provoquer l'adhésion. Là, l'expertise de Médiamétrie s'affirme :

L'énumération catalogue est d'ailleurs sanctionnée en médiascope. Ce n'est pas spécifique à J. D. [Jacques Delors] C'est une forme rhétorique à proscrire. Il vaut mieux lui substituer un exemple concret pris dans une entreprise ou une administration sur un terrain, tel que l'inflation ou la baisse des charges par exemple.

La métaphore, même filée avec humour, est considérée comme « fréquente (trop fréquente) ». Le commentaire se fait spécialisé. « Il faut distinguer la métaphore simple (« je suis déçu comme un supporter d'une équipe pour laquelle on a les yeux de Chimène »), la métaphore filée (sur la « maison » socialiste ») et la métaphore gelée (« docteurs tant mieux ») à éviter », explique Médiamétrie. Sont même identifiées des figures de non-réponse, rares mais présentes : l'allusion (« jusqu'à présent, certains ont essayé de jouer un pied dedans, un pied dehors »), le renvoi (« ...occasion d'en reparler »), la dérobade (« je voudrais que vous me donniez un exemple... »). Enfin, quatre figures de style sont identifiées : l'identification, les effets de vérité (« il faut bien le reconnaître » ; « il faut quand même que chaque Français se rende compte ), la dramatisation, le langage familier (« il ne faut quand même pas pousser » ; « on ne change pas ça du jour au lendemain »). L'institut dresse un véritable portrait-robot de ce que peut et doit être un ministre convaincant.

Médiamétrie va plus loin en érigeant un panthéon de quelques-unes des qualités politiques de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, citations à l'appui. De manière assez surprenante, La

première qualité est celle, revendiquée par Jacques Delors, d'être un spécialiste en politologie<sup>52</sup>. Le ministre est également jugé proche des Français<sup>53</sup>, démocrate<sup>54</sup> et non réductible à sa dimension d'économiste. Il est décrit comme un homme de conviction, d'intuition et d'analyse<sup>55</sup>, un homme de sagesse<sup>56</sup>, respectueux des institutions (« Si on n'y prend pas garde, cette constitution ne durera pas plus que les précédentes, car on lui tordra tellement l'esprit qu'elle ne pourra plus fonctionner »), humble (« Qu'un catholique pratiquant pour une fois ait un peu d'humilité. Ce n'est pas parce que je crois avoir la vérité sur Dieu que j'ai la vérité sur Terre. »), réaliste (« Le monde est devenu notre province »). Pondération, modération et sagesse : telles apparaissent les vertus cardinales.

Au nom de cette même observation, sont égrenés les points ayant suscité une « nette adhésion »<sup>57</sup>. Parmi, les thèmes les plus favorables, la crise d'économie mondiale et européenne, la nouvelle donne politique, les cartes de crédits, les banques et les contrôles des revenus non-salariés, la nouvelle donne industrielle. Ainsi, aucun thème abordé ne serait « franchement mal reçu ». Provoqueraient toutefois « une adhésion plus timide » les séquences suivantes : le rétablissement des équilibres économiques, particulièrement auprès de l'opposition ; le patronat et les organisations syndicales ; les leçons des élections européennes ; l'école. Toutes les assertions favorables au gouvernement et au président Mitterrand sont, a contrario, indiquées comme ayant provoqué du désaccord<sup>58</sup>. En tout cas, l'émission, et plus encore, les critères d'appréciation, convoqués pour la disséquer contribuent à découper le politique en thèmes, en espaces de mécontentement et de conviction. Ce qui semble alors préoccuper, ce ne sont pas tant les questions européennes, l'international, le commerce extérieur, que la « crise », le « mécontentement général », la « fragilité de l'union de la gauche », l'« incompatibilité de continuer à gouverner avec les communistes ».

---

<sup>52</sup> « Vous savez que nous avons souvent l'occasion de parler politologie tous les deux » ; « Moi, je vous parle en grand amateur des Constitutions et de la sociologie politique », extrait de l'émission *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>53</sup> « D'après les éléments tirés de mon travail, mes relations professionnelles avec beaucoup de Français, il y a chez les Français un mouvement de mécontentement et un mouvement d'humeur. », extrait de l'émission *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>54</sup> « En démocratie, on ne peut ignorer aucune élection » ; « d'abord, en démocratie il faut convaincre. C'est à la fois la force et la faiblesse de la démocratie. Mais c'est sa force » ; « Je crois qu'en démocratie, celui qui est dans l'opposition, il se laisse un peu aller » ; « en démocratie, il n'y a pas de travaux forcés ni de goulags. » ; « Dans la mesure où la démocratie c'est la sanction par le vote, et que nous n'en connaissons pas d'autre, je dirais : que le meilleur gagne », extraits de l'émission *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>55</sup> « Je vous livre ma conviction qui relève de l'intuition et de l'analyse. Le Président de la République en tant que chef de l'État, homme très intelligent des choses politiques, tirera des enseignements de ce scrutin », extrait de l'émission *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>56</sup> « Revenir à la sagesse et la vérité de nos institutions » ; « la sagesse veut qu'un Ministère des Finances surtout d'un des cinq grands pays du monde, ne dit pas trop ses inquiétudes », extraits de l'émission *L'Heure de vérité*, réf. cit.

<sup>57</sup> Mentionnons : le constat du mécontentement manifesté lors des élections européennes du 17 juin ; la « nécessité du calme à bord du bateau gouvernemental » ; « l'impératif d'un effort d'explication de la politique menée, au-delà de l'avertissement reçu » ; « le constat de l'échec des socialistes sur le thème des libertés » ; « l'explication de l'exaspération (anti-immigrés, anti-jeunes) par le chômage » ; « l'endettement des pays du tiers monde et la nécessité de revoir les bases philosophiques du système économique mondial » mais aussi l'analyse de l'économie américaine et des disputes au sein de la Communauté européenne. Sont également cités le nouveau « comment produire » intégrant le social, « la nécessité impérieuse de vendre à l'étranger et l'appel à l'effort économique des Français », le désir de « lutter contre les tendances bureaucratique », la jeunesse et le dynamisme jugé insuffisant des banques.

<sup>58</sup> Citons : « l'affirmation de la durée d'action que la constitution donne au président et qui reste pour achever l'œuvre entreprise ; la moitié du chemin parcouru vers le rétablissement des grands équilibres économiques ; pour l'Europe, le président de la République a réglé 16 problèmes sur 17 ; grâce à M. Savary on a fait l'économie d'un affrontement idéologique ; le bateau tangue, ce n'est pas le moment de rêver d'un changement de cap. »

## Les sondages, faiseurs d'opinion ?

En définitive, et comme le laisse suggérer la fausse mise en suspense d'une émission qui fait la part belle à l'invité, presque libre de dérouler son programme, les conclusions sont sans surprise. Jacques Delors est considéré comme incarnant davantage la modernité, vertu jugée cardinale, que la tradition. L'émission, qui a faiblement modifié l'image de l'invité, permet à l'homme, peu connu des citoyens, de renforcer sa stature politique et médiatique<sup>59</sup>.

L'institut joue un autre rôle, celui de conseiller stratégique. Fort de sa médiacopie, il s'autorise des conclusions générales :

« Il apparaît donc que dans le contexte d'un lendemain d'échec électoral patent pour la gauche M. Delors a su par ses propos trouver le ton et les bases thématiques d'un bon consensus d'adhésion de la part des téléspectateurs. »

Observant les profils des courbes d'adhésion recueillies tout au long de l'émission, Médiamétrie relève :

« -que c'est un discours qui « clive » peu les réactions des spectateurs selon leur orientation politique ; [...]

-que c'est un discours qui ne suscite jamais de rejet caractérisé. [...] En particulier, il apparaît que la forme de sincérité pondérée du discours et la bonne rhétorique naturelle qui le soutient (à la fois concrète et nuancée) expliquent ce résultat.

-que les grimpées d'adhésion sont nombreuses, régulières et marquées [...] d'où une bonne capacité à emporter la conviction, à travers un langage simple et imagé, soutenu par des faits (davantage que par des émotions). »

Avec ces considérations sur les moments du discours suscitant le rejet ou l'adhésion, Médiamétrie s'impose dans une fonction de prescription.

Au terme d'une heure trente d'émission, Jacques Delors et ses invités quittent le plateau sous l'œil des caméras. A-t-il convaincu ? Rien n'est moins sûr. La politique de rigueur ne cesse pas d'être contestée, bien que le pronostic du ministre de 30 % pour le Parti socialiste aux élections législatives du 16 mars 1986 soit vérifié (31 % pour le seul PS). Certes, Delors prouve qu'il est un bon analyste de la vie politique mais cette pédagogie politique permet-elle aux Français de mieux comprendre les enjeux d'une politique et les efforts demandés à la société civile ? L'analyse de la réception tend à montrer que son discours semble emporter l'adhésion chez les électeurs proches de la majorité, moins chez les autres. Cependant, l'échantillon est si peu significatif et la société Médiamétrie paraît si attachée à s'inscrire dans les pas de Jacques Delors qu'il est difficile d'extrapoler davantage. Ne peut en revanche être contesté le fait que les sociétés en charge des sondages tirent leur épingle du jeu en se plaçant, par leurs analyses et leurs prescriptions, au cœur de la vie politique de ces années quatre-vingt.

Qu'en est-il de la propre carrière politique de l'homme de la rigueur ? Arrivé dans un climat économique qu'il juge *a posteriori* « détestable »<sup>60</sup> (attaques contre le franc, faible

---

<sup>59</sup>Voir les résultats en annexes.

<sup>60</sup>Ce jugement est porté rétrospectivement par Jacques Delors, dans sa propre relecture de son expérience gouvernementale, lors d'un colloque tenu en 1999. Serge Berstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco (dir.), *François Mitterrand, les années du changement, 1981-1984*. Actes du colloque « Changer la vie, les années

investissement français, langueur de l'économie française dans une mondialisation en cours d'affirmation), le ministre de l'Économie et des Finances des gouvernements Mauroy n'a pas la totale confiance de François Mitterrand, qui maintient la politique budgétaire de la France hors de contrôle de son ministre et a préféré la confier à Laurent Fabius. Dans ces conditions, il doit composer avec Pierre Mauroy et faire des concessions aux représentants d'une gauche plus attachée aux formules keynésiennes de relance par la dépense publique et au rôle de l'État dans la résorption des inégalités.

Au fond, l'homme symbolise une partie des difficultés auxquelles est confronté une gauche prise en tenailles entre imagination sociale et rigueur économique. Comme le lui fait remarquer Albert du Roy à la fin de l'émission, Jacques Delors ne parvient pas à mettre en œuvre au gouvernement cette réduction du rôle excessif de l'État, maintes fois dénoncé par le club Echanges et projets et le courant autogestionnaire dont il se réclame. Le ministre argue de la difficulté de bousculer une tradition et fait son autocritique. Se retrouve ici l'une des questions lancinantes posées à une « deuxième gauche » à la peine dans son projet social-réformiste vis-à-vis d'électeurs plus prompts à préférer des solutions davantage ordonnées par l'analyse marxiste.

Plus largement, Jacques Delors s'inscrit dans le sillage d'une pratique inaugurée dans les médias audiovisuels français par Pierre Mendès France, lorsqu'il fut président du Conseil du 26 juin 1954 au 29 janvier 1955<sup>61</sup>, dans des causeries radiophoniques qui se voulaient des moments « d'explication de la signification et de la portée »<sup>62</sup>. C'est dans cette manière de faire déjà bien établie que s'inscrit la pédagogie politique de Jacques Delors au cours d'une émission dans laquelle il allie considérations théoriques, convictions philosophiques, jugements et solutions concrètes.

Outils de persuasion, les médias audiovisuels accentuent une personnalisation de la vie politique et l'audience du message. Cherchant à susciter séduction et adhésion des téléspectateurs, ils établissent une forme de communication qui renforce l'importance de la représentation et de la mise en scène. Jacques Delors n'est sans doute pas une vedette médiatique de la télévision contemporaine. Il n'en existe pas moins une homologie entre la volonté de clarification caractéristique de l'homme et la nécessaire obligation de clarté en régime médiatique. En ce sens, *L'Heure de vérité* participe de la construction de la stature politique de l'homme et, ce faisant, d'une sacralisation actualisée du politique.

#### Annexes

M. Delors vous a-t-il paru très, assez,	Ensemble	Majorité	Opposition	Décus
---	----------	----------	------------	-------

---

Mitterrand 1981-1984 » organisé les 14, 15 et 16 janvier 1999 par le Centre d'histoire de l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle et l'Institut François Mitterrand, Paris, Perrin, 2001.

<sup>61</sup>Lesquelles sont importées des États-Unis.

<sup>62</sup>INA, Pierre Mendès France, Allocution du 26 juin 1954. Il reprenait une idée de Roosevelt qui le 7 mai 1933, ainsi que celui-ci le raconte dans sa causerie au coin du feu: « Un dimanche soir, une semaine après mon inauguration, j'empruntai la T. S. F. pour vous parler de la crise bancaire et des mesures que nous allions prendre pour y faire face. Je crois qu'en agissant de la sorte j'ai jeté de la clarté sur différents faits qui, autrement, auraient pu être mal interprétés ; et, d'une manière générale, j'ai fait comprendre la situation au pays, ce qui a contribué, pour une grande part, au rétablissement de la confiance. »

([https://archive.org/stream/FranklinDelanoROOSEVELTDiscours/Franklin-Delano-ROOSEVELT\\_discours\\_djvu.txt](https://archive.org/stream/FranklinDelanoROOSEVELTDiscours/Franklin-Delano-ROOSEVELT_discours_djvu.txt))

peu ou pas du tout convaincant ?	Base [30 personnes]			
Très convaincant	-	-	-	-
Assez convaincant	20	8	6	6
Peu convaincant	9	2	3	4
Pas du tout convaincant	1	-	1	-

Selon vous, monsieur Delors est-il un homme politique ?	Ensemble	Majorité	Opposition	Décus
Traditionnel	11	1	3	7
Moderne	19	9	7	3

L'émission a-t-elle modifié l'image que vous aviez de lui ?	Ensemble	Majorité	Opposition	Décus
	30	10	10	10
Oui, en bien	10	3	4	3
Oui, en mal	1	-	1	-
Pas de changement	19	7	5	7